



# ASSEMBLEE GENERALE

11 ET 12 JUIN 2016

MONTREUIL

## TEXTES D'ORIENTATION

### SOMMAIRE :

Page 2 : Texte d'orientation politique « **Pour une Gauche Debout !** »

Page 7 : amendement sur les échéances de 2017 (soumis au vote des collectifs locaux)

Page 10 : contribution sur la situation internationale « **Pour un monde commun** »  
*(ce texte doit servir à engager le débat dans notre mouvement sur la situation internationale, il ne sera pas adopté à l'AG de juin)*

# 1 Pour une « Gauche Debout » !

## 2 Poser les jalons d'une alternative écologique, solidaire et démocratique

### 4 1) Un mouvement inédit aux fortes exigences politiques

5 La situation politique est marquée par un retour sur le devant de la scène des  
6 mobilisations sociales : lutte contre la déchéance de nationalité, mouvement large et  
7 multiformes contre la loi « El Khomri », poursuite de la bataille contre le projet de  
8 Notre Dame des Landes dans la perspective du référendum local et développement  
9 des mouvements contre l'extractivisme. L'horizon ne se limite pas à la peur, au repli  
10 sur soi et à la concurrence de tous contre tous. Des énergies existent pour porter des  
11 exigences sociales, démocratiques et écologiques.

12 Le développement de la mobilisation contre la loi « El Khomri » en particulier a  
13 constitué un basculement de situation. Le rejet massif de ce projet s'est exprimé  
14 massivement sur les réseaux sociaux qui ont décuplé l'écho des initiatives (pétition  
15 en ligne, vidéos « on vaut mieux que ça »...). Le mouvement s'est développé en  
16 articulant des journées d'action des organisations syndicales opposées au projet de  
17 loi, un mouvement autonome de la jeunesse lycéenne et étudiante qui a été  
18 confronté à une répression policière brutale, des occupations de places à travers  
19 l'appel aux « Nuits Debout » qui se sont enracinées dans de nombreuses villes.

20 Cette articulation entre différents types de mobilisations, associant les organisations  
21 du mouvement ouvrier et de nouvelles formes d'action et de nouvelles générations  
22 qui se nourrissent et se renforcent les unes les autres a un caractère inédit. Le  
23 mouvement est porteur de fortes exigences politiques. D'abord en posant avec force  
24 la question du travail, de la précarité, des conditions de travail de plus en plus en  
25 difficiles, de l'exploitation patronale il contribue à la reconstruction d'une conscience  
26 commune au monde du travail et à la jeunesse. Ensuite par la force de l'exigence  
27 démocratique, exprimée notamment dans les assemblées des Nuits Debout, du refus  
28 de la confiscation de la parole, de la nécessité de réinventer de nouvelles formes  
29 démocratiques et de participation réelle à la vie collective. Cette situation est riche de  
30 nombreux espoirs, pour redonner du souffle à la question d'une alternative à la  
31 société actuelle.

32 À travers ce mouvement, des expériences s'accumulent, des évolutions se  
33 produisent, qui seront autant de points d'appui pour nourrir la reconstruction d'une  
34 alternative politique à laquelle nous voulons contribuer.

### 35 2) Déconnexion du paysage politique, crise à gauche et espoir de 36 reconstruction d'une alternative

37 Le mouvement social met en évidence la rupture entre les exigences populaires et le  
38 paysage politique actuel. Depuis des années, l'abstention, le rejet des institutions  
39 avaient témoigné de l'ampleur de la crise démocratique qui travaille le pays. La  
40 politique de François Hollande depuis 2012, mise en œuvre par Jean-Marc Ayrault  
41 au nom de la compétitivité et de la réduction des déficits publics, puis amplifiée par  
42 Manuel Valls avec le « Pacte de Responsabilité » a représenté un véritable « adieu à  
43 la gauche » de la part du pouvoir en place. La proposition de déchéance de  
44 nationalité, inspirée de l'extrême droite, et le projet de loi Travail ont marqué la  
45 rupture pour des milliers d'hommes et de femmes de gauche avec François  
46 Hollande. Celui-ci a perdu sa majorité de gauche à l'Assemblée, il doit passer par le  
47 49.3 ou par l'accord avec la droite pour faire adopter ses projets les plus contestés.  
48 C'est une crise de légitimité qui est ouverte. Le choc entre les exigences sociales et  
49 démocratiques de plus en plus fortes et cette politique provoque de fortes tensions, et  
50 pourrait amener à des départs et des ruptures significatives dans et autour du PS.

51 Le projet de François Hollande, Manuel Valls et d'Emmanuel Macron est de  
52 recomposer la gauche en rupture avec ses racines historiques, de rendre possibles  
53 les alliances gouvernementales avec la droite, d'aller jusqu'au bout de la  
54 transformation du PS en parti de centre gauche. Cette dérive droitiste est celle que  
55 la majorité des partis sociaux-démocrates en Europe ont suivi, cherchant des  
56 alliances à droite pour accompagner la financiarisation et la mondialisation du  
57 capital, en opposition avec des politiques de régulation sociale que parfois  
58 appliquaient les gauches au pouvoir. François Hollande parie sur la tripartition du  
59 paysage politique, laquelle, face à la menace d'un nouveau 21 avril en 2017,  
60 obligerait à « l'unité » derrière le pouvoir en place et permettrait d'effacer le bilan du  
61 quinquennat. Mais, alors que les mouvements sociaux reviennent au premier plan, la  
62 nécessité d'une alternative de gauche aux politiques gouvernementales ne disparaît  
63 pas. C'est celle-ci qu'il faut construire pour permettre de redonner espoir à tous ceux  
64 qui aujourd'hui refusent de se résigner. L'année 2017 est une étape décisive pour  
65 que se crée une dynamique de reconstruction d'un véritable front des forces militant  
66 pour une alternative de gauche.

67 Cette question est d'autant plus vitale que les forces de droite et d'extrême droite  
68 sont aujourd'hui en position de force. Elles sont capables de polariser le débat  
69 politique, idéologique et culturel, en s'appuyant sur des mobilisations puissantes  
70 (Manif contre le mariage pour tous...). L'extrême droite menée par Marine Le Pen  
71 poursuit son enracinement et renforce sa position de « candidate au pouvoir ». La  
72 droite, traversée par de fortes divisions, réorganise ses forces, travaille à  
73 sélectionner son leadership, et pourra s'appuyer sur le bilan du quinquennat de  
74 Hollande pour poursuivre la mise en œuvre des grandes réformes libérales et  
75 l'adaptation de la société française aux exigences du capital financier.

76 **3) Les difficultés de l'alternative à gauche depuis 2012, trouver le chemin**  
77 **pour un rassembler toutes les énergies**

78 Depuis 2012, face à la politique de Hollande, il a fallu du temps pour que le peuple  
79 de gauche sorte de la résignation, passe de la désorientation et de l'apathie à la  
80 résistance active. Les mobilisations et les résistances se sont retrouvées isolées et  
81 ont subi des défaites. Sur le terrain de l'alternative politique, malgré la réussite de  
82 plusieurs marches et manifestations massives (contre le Traité européen, l'austérité,  
83 la Vème République), malgré la présence de candidatures illustrant une opposition  
84 claire à la politique gouvernementale (législatives, cantonales, régionales,  
85 européennes) la dynamique du Front de gauche n'a pas été portée par un élan  
86 mobilisateur venant du mouvement social et il n'a pas réussi à élargir son  
87 rassemblement et à déboucher sur la constitution d'une nouvelle force à la hauteur  
88 du potentiel qui s'était exprimé et de l'espoir qu'il avait suscité.

89 L'épuisement du Front de gauche résulte essentiellement des contradictions entre  
90 ses partenaires, qui n'ont pas développé une stratégie cohérente pour sa  
91 construction. Le PCF revenant parfois à des alliances avec le PS aux municipales et  
92 n'envisageant pas l'émergence d'une nouvelle force politique, le PG s'aventurant  
93 vers des échappées unilatérales (M6R, « initiatives citoyennes » discutable...). Des  
94 logiques de rapports de force ont parfois dominé, et la tentation de rassembler autour  
95 de soi-même l'a souvent emporté sur la nécessité de créer un cadre et une  
96 dynamique collective permettant l'engagement citoyen. Enfin, Le Front de gauche n'a  
97 pas réussi à apparaître porteur de l'espoir possible d'une autre société, ni  
98 d'alternatives crédibles à la politique gouvernementale. Pour sa part, Ensemble n'a  
99 pas réussi à peser suffisamment, à être une force de proposition pour permettre de  
100 trouver une issue à la crise du Front de gauche.

101 Le Front de Gauche, au niveau national, est actuellement fortement paralysé du fait  
102 de l'absence de stratégie commune pour la présidentielle. Pour autant, la discussion  
103 n'est pas close, dans le PCF comme dans le PG. Nous ne nous résignons pas à  
104 cette division du Front de gauche, à l'image des citoyens et militants qui l'ont exprimé  
105 récemment, notamment ceux qui avaient créé localement des assemblées ou des  
106 collectifs qui leur ont permis d'agir et de réfléchir ensemble. Il est essentiel de ne pas  
107 tirer un trait sur les acquis de ce qu'a représenté le Front de gauche, il constitue une  
108 expérience de convergence qu'il faut développer et élargir. L'« Humain d'abord »  
109 reste une référence en termes d'élaboration collective d'un programme alternatif à  
110 gauche. Il faut transformer le Front de gauche pour qu'il devienne l'acteur d'un  
111 rassemblement plus large, populaire et citoyen. Il faut partir de ce qui existe pour  
112 engager aujourd'hui une nouvelle forme de rassemblement ou d'alliance, en  
113 travaillant avec d'autres partenaires de la gauche d'alternative, tenant compte des  
114 erreurs passées, permettant l'implication citoyenne et portant une stratégie  
115 cohérente. Le rassemblement du Front de Gauche et d'EELV, de Nouvelle Donne,  
116 de forces citoyennes a constitué des points d'appui positifs lors des élections  
117 départementales et régionales.

118 L'enjeu reste aujourd'hui de donner corps à une nouvelle coalition porteuse d'espoir,  
119 un rassemblement, une coalition ou un front d'une gauche de transformation sociale,  
120 populaire et citoyen, combinant présence de forces politiques et sociales et  
121 engagements citoyens dans des collectifs prenant part aux décisions essentielles.  
122 L'actuel mouvement social avec ses formes de mobilisation nouvelles appelle à  
123 renouveler les pratiques dans toutes les constructions politiques envisagées si on  
124 souhaite poser les jalons d'une nouvelle gauche. L'objectif stratégique, rassembler  
125 une alternative sans concessions au libéralisme et contester l'hégémonie du PS à  
126 gauche, qui était présent à la création du Front de gauche, reste le nôtre et ne peut  
127 être mis en œuvre sans reprendre cette démarche.

#### 128 **4) 2017 : le rassemblement d'une gauche alternative est possible !**

129 L'enjeu reste de déjouer le piège du tripartisme promettant la victoire de la droite, un  
130 renforcement du FN, une domination du social libéralisme à gauche. La force du  
131 mouvement social pousse à l'unité et porte les germes d'un contenu politique  
132 alternatif renforcé par la perte de majorité de Hollande dans la société, les  
133 différenciations à gauche parmi les forces qui soutenaient le gouvernement au début  
134 de l'expérience (EELV, socialistes critiques), la nécessité de résister à la montée du  
135 FN et d'une droite radicalisée.

136 Pourtant, le danger de la division de l'alternative de gauche nous guette. Il y a eu trop  
137 d'hésitations (côté PCF et EELV) et de démarches unilatérales (côté PG et JLM). La  
138 confusion autour du débat sur la « Primaire de toute la gauche », volontairement  
139 entretenue par la direction du PS, contribue à paralyser le rassemblement des forces  
140 de gauche en rupture. Mais cette situation n'est pas inéluctable. Il faut mener la  
141 bataille jusqu'au bout. EELV et le PCF prendront des décisions en juin, les  
142 socialistes critiques aussi, et la candidature de JL Mélenchon sera également  
143 confrontée à la question du rassemblement qu'elle envisagerait de créer. Tout doit  
144 être fait pour aller dans le sens du rassemblement des forces de gauche opposées à  
145 la politique du gouvernement

#### 146 *En juin 2016, poursuivre la bataille pour l'unité*

147 Ensemble continue à défendre pour les échéances présidentielles et législatives de  
148 2017 une démarche de rassemblement des forces de gauche et écologistes ( Front  
149 de gauche, EELV, socialistes critiques, Nouvelle Donne, militant-e-s du mouvement  
150 social...) autour d'un certain nombre d'axes programmatiques et du type de  
151 démarche pluraliste, participative, du rassemblement à construire, que nous mettons  
152 en débat (Forums pour une alternative, participation à tous les débats qui cherchent  
153 à converger sur une politique alternative à celle de Hollande, en particulier dans le  
154 mouvement des places).

155 Il s'agit d'engager une dynamique politique de convergences des forces disponibles  
156 et d'intervention citoyenne, pour l'élaboration collective du projet politique comme de

157 la désignation des candidat-e-s pour les élections présidentielles et législatives. Sur  
158 la base d'un socle commun (les 10/15 mesures illustrant une politique de gauche  
159 alternative), à travers de larges votations citoyennes, ou de primaires, ou de tout  
160 autre moyen qui permette d'aboutir à la mise en mouvement de forces très larges,  
161 ainsi que la participation populaire.

162 Pour les législatives, il est possible de construire une plate-forme commune qui, sur  
163 cette base, permette d'engager les débats dans les circonscriptions et d'envisager  
164 des candidatures communes ou un soutien réciproque dans les circonscriptions et  
165 d'assurer ainsi l'élection de député-e-s vraiment à gauche. Une division de la gauche  
166 d'alternative serait particulièrement dangereuse, dégradant encore les rapports de  
167 force, laissant à la droite, au FN et à un PS en lambeau le monopole de la  
168 représentation politique et parlementaire.

169 Pour la présidentielle, Ensemble défend une candidature de large rassemblement et  
170 ne se résigne pas à la dispersion des forces. Dans ce cadre, le choix de la  
171 candidature qui concrétiserait au mieux cette démarche de rassemblement sur une  
172 base politique commune doit se faire par une démarche collective impliquant toutes  
173 les forces concernées ainsi que les citoyen-ne-s engagé-e-s dans les différentes  
174 initiatives. Elle peut être celle de Jean-Luc Mélenchon qui a une forte popularité à  
175 gauche, elle peut aussi venir du courant écologiste, ou des socialistes critiques, ou  
176 d'une personnalité du mouvement social. Pour cela, Ensemble participera à toutes  
177 les initiatives de rassemblement qui discuteront d'une candidature de gauche  
178 alternative aux candidats du pouvoir actuel, et s'adressera à l'issue de son  
179 assemblée des 11 et 12 juin au PCF, PG, EELV, Nouvelle Donne, gauche du PS et à  
180 l'équipe d'animation de Jean Luc Mélenchon.

181 *Nous nous adressons à nos principaux partenaires du Front de gauche*

182 L'année 2017 doit permettre de poser les jalons d'une véritable nouvelle force  
183 politique à gauche. Au Parti Communiste Français et au Parti de Gauche, nous  
184 voulons porter ensemble l'exigence aujourd'hui, en tenant compte des acquis et des  
185 limites de l'expérience du Front de gauche, de la nécessité d'un nouveau front  
186 pluraliste, qui développe une stratégie d'autonomie cohérente vis-à-vis de la politique  
187 du Parti Socialiste et vise à rassembler une alternative de gauche et écologique à  
188 vocation majoritaire dans le pays. Avec le Parti Communiste Français, nous voulons  
189 débattre de la nécessité de dépasser les « cartels » de rassemblement pour  
190 permettre une véritable participation citoyenne. Avec le Parti de Gauche et Jean Luc  
191 Mélenchon, qui a proposé sa candidature, Nous voulons débattre de la nécessité  
192 d'une véritable dynamique collective. Le mouvement « la France insoumise » ne  
193 rassemble qu'une partie des forces disponibles pour une alternative. Avec la  
194 mobilisation contre la loi Travail, le mouvement des Nuits Debout, c'est un  
195 mouvement plus large, horizontal, pluraliste et démocratique, qui ne se construise  
196 pas autour d'une seule force politique, dont il faut poser les bases.

197 *À l'automne 2016, faire un choix définitif sur la présidentielle*

198 Après un bilan d'étape des processus de rassemblement, et après les rencontres  
199 entre toutes les forces, Ensemble prendra une décision définitive pour l'élection  
200 présidentielle à l'automne 2016, si différentes propositions existent, à travers un vote  
201 des adhérent-e-s organisé dans les collectifs locaux. Il s'agira, quelle que soit le ou la  
202 candidate que nous soutiendrons, de poursuivre la concrétisation du large  
203 rassemblement des forces de gauche et écologistes antilibérales et non de  
204 construire un mouvement présidentialiste autour d'un ou d'une candidate.

205 *Proposition d'amendement pour remplacer la partie 4 précédente du texte*  
206 *d'orientation politique soumis au débat et à adoption de l'AG nationale d'E ! des 11 et*  
207 *12 juin 2016*

208 **4) Rassemblons la gauche alternative avec Jean-Luc Mélenchon pour les**  
209 **échéances politiques de 2017 !**

210 Les élections de 2017 seront un moment déterminant pour les rapports de force dans  
211 le pays.

212 Depuis 2012, les politiques néolibérales, sécuritaires et xénophobes des  
213 gouvernements successifs – soutenus par le PS et au moins pour partie par EELV –  
214 ont conduit à une régression généralisée (sociale, écologique, démocratique,  
215 idéologique...). Elles ont non seulement préparé le terrain pour le retour de la droite  
216 mais également rendu de plus en plus crédible le scénario catastrophe d'une victoire  
217 du Front National. Elles ne sont heureusement pas parvenues à désarmer  
218 complètement toutes les résistances : des luttes contre l'aéroport de Notre-Dame-  
219 des-Landes à l'opposition à la constitutionnalisation de la déchéance de la nationalité  
220 en passant par la marche pour la dignité et contre le racisme, les mobilisations pour  
221 la justice climatique, les initiatives de soutien aux réfugié-e-s, les manifestations  
222 contre l'Etat d'urgence...jusqu'aux mobilisations du printemps qui ont finalement  
223 réussi à faire reculer le gouvernement.

224 Ces mouvements ont notamment reposé la question de l'initiative citoyenne et  
225 populaire et celle de la construction d'une réelle politique de gauche qui soit  
226 majoritaire dans la rue et dans les urnes. Ce qui est en jeu de manière encore plus  
227 urgente aujourd'hui c'est l'élaboration d'une politique alternative pour une  
228 transformation sociale, écologique et démocratique radicale, qui batte durablement la  
229 droite et l'extrême-droite. Cette alternative doit être portée par une dynamique large,  
230 unitaire et démocratique, rassemblant forces de la gauche de transformation (Front  
231 de Gauche, EELV, gauche du PS, Nouvelle Donne, NPA...), organisations et  
232 militant-e-s des mouvements sociaux, citoyen-ne-s engagé-e-s...dès maintenant  
233 dans les mobilisations comme en 2017 autour d'un programme et de candidatures  
234 de rupture. Un tel regroupement doit également être capable de répondre aux

235 exigences en matière de radicalité et de modes d'actions politiques innovants des  
236 nouvelles générations militantes.

237 Au cours des derniers mois, Ensemble ! a participé à plusieurs cadres de  
238 discussions dans le but de créer un rassemblement de ce type pour les échéances  
239 électorales de 2017. Aujourd'hui, nous considérons que c'est la proposition du Parti  
240 de gauche (PG) de constituer un comité de liaison autour de la candidature de Jean-  
241 Luc Mélenchon à la présidentielle et de candidatures communes aux législatives qui  
242 est la mieux à même d'y parvenir. Les initiatives de primaires citoyennes n'ont pas  
243 réussi à se développer suffisamment ni à converger autour d'une plate-forme  
244 commune. Les réunions autour de l'appel à une primaire de « toute la gauche et des  
245 écologistes » – auxquelles nous avons assisté en observateur-trice-s – ont  
246 rapidement été instrumentalisées par la direction du PS : elles n'ont pas dégagé de  
247 perspective de rupture claire avec la politique du gouvernement et ont surtout  
248 contribué à paralyser le rassemblement des forces de la gauche alternative. Enfin,  
249 s'il s'efforce à prendre en compte l'aspiration unitaire que nous partageons, l'appel  
250 « Ensemble, favoriser l'irruption citoyenne pour construire l'alternative » (dit « appel  
251 des 100 »), est une nième tentative de primaire visant à rassembler autour d'un  
252 compromis politique minimal et un centre de gravité forcément social-démocrate, ne  
253 correspondant ni aux exigences de la crise sociale et écologique, ni à la nécessaire  
254 perspective de reconstruire une alternative de gauche radicale.

255 La proposition faite par le PG, elle, s'adresse à l'ensemble de la gauche radicale (du  
256 Front de gauche à la Nouvelle gauche socialiste en passant par EELV, Nouvelle  
257 donne, le Mouvement Commun, Voix de Gauche, le NPA, le POI), et à tous les  
258 courants et organisations qui se sont opposés ces dernières années à la politique  
259 gouvernementale. Elle s'appuie sur le programme, élaboré par le Front de Gauche  
260 en 2012 dans « L'Humain d'abord », qu'il faudra certes compléter et actualiser, mais  
261 qui correspond déjà sur bien des aspects, que ce soit sur les questions sociales,  
262 écologiques, démocratiques ou celles relatives à la désobéissance aux traités  
263 européens, à notre orientation politique. Elle envisage, même si cela doit être  
264 confirmé et mis en œuvre, une dynamique qui intègre initiatives citoyennes et  
265 processus de représentation et de prise de décisions démocratiques. Enfin, en tant  
266 que candidat commun à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a acquis une  
267 expérience et bénéficie d'ores et déjà d'une popularité qui ajoute à la visibilité de  
268 l'ensemble de la campagne. Sa candidature a ainsi déjà obtenu le soutien de plus de  
269 100 000 personnes et incarne à une échelle de masse l'aspiration pour une  
270 alternative de gauche.

271 Cette appréciation générale ne fait oublier ni les limites actuelles de la candidature  
272 de Jean-Luc Mélenchon ni les différences qui existent avec lui et le courant politique  
273 auquel il appartient sur un certain nombre de sujets. Notre engagement, ainsi que  
274 celui d'autres forces et sensibilités politiques et sociales, permettra d'engager Jean-  
275 Luc Mélenchon dans une démarche plus collective et de s'inscrire dans le cadre le



276 plus large et inclusif possible. Tou-te-s ensemble, nous pouvons construire un  
277 processus qui saura encore mieux prendre en compte les aspirations  
278 autogestionnaires et égalitaires, faire converger la diversité des points de vue,  
279 fédérer les pratiques citoyennes et alternatives...C'est à ces conditions  
280 d'élargissement sur le fond et sur la forme que le cadre proposé peut se transformer  
281 en une dynamique électorale, unitaire et populaire, qui ouvre la voie à la construction  
282 d'une nouvelle force politique à gauche, une force radicale et pluraliste que nous  
283 appelons de nos vœux.

284 C'est pourquoi, à l'issue de son assemblée générale des 11 et 12 juin 2016, le  
285 mouvement Ensemble ! décide :

286 - de répondre positivement à la proposition du PG de participer à un comité de  
287 liaison d'une campagne commune pour 2017 et appelle ses militant-e-s et collectifs  
288 locaux à participer à toutes les initiatives de convergence des différentes forces au  
289 sein de cette campagne ;

290 - d'appeler ses partenaires du Front de gauche et de l'ensemble de la gauche sociale  
291 et politique à participer au comité de liaison et à s'associer à la campagne commune  
292 ;

293 - de soumettre au débat programmatique de la présidentielle et des législatives les  
294 propositions de notre mouvement ;

295 - de participer, avec d'autres, à la mise en place de modes d'action et de  
296 fonctionnement qui répondent aux exigences de démocratie et d'auto-organisation  
297 portés notamment dans les mouvements sociaux (du mouvement altermondialiste à  
298 #Nuitdebout);

299 - et de proposer des candidat-e-s au porte-parolat collectif de la présidentielle et, le  
300 moment venu, aux collectifs citoyens locaux pour les législatives.

## 1 **Pour un monde commun, relever les défis pour une alternative**

2

3 Notre objectif est de construire une nouvelle hégémonie politique, culturelle,  
4 idéologique, de refonder un nouvel imaginaire d'émancipation, capable de rendre  
5 crédible une alternative au capitalisme et au productivisme. Cela ne peut se faire de  
6 façon abstraite et isolé. C'est un travail de longue durée qui s'enracine dans  
7 l'intervention directe des peuples, dans les mouvements sociaux porteurs  
8 d'aspirations progressistes, dans les multiples initiatives populaires, citoyennes qui  
9 refusent le monde tel qu'il est, dans le travail de construction de nouvelles forces  
10 politiques alternatives. Cela ne peut se faire à partir de modèles pré établis, mais en  
11 se confrontant aux problèmes du monde aujourd'hui.

12 Sur toute la planète les peuples se sont mis en mouvement ces dernières années,  
13 pour faire entendre des aspirations communes à prendre leur avenir en main. En  
14 Amérique Latine, dans les révolutions arabes, dans les pays africains avec les  
15 mouvements citoyens, en Europe avec les révoltes anti austérité, en Turquie avec la  
16 révolte du parc Gezi, à Hong Kong avec la révolte des parapluies... Partout c'est  
17 l'exigence d'une « démocratie réelle » qui s'exprime. Ces mouvements populaires  
18 qui se confrontent aux oligarchies et aux gouvernements constituent les forces vives  
19 d'une histoire commune des peuples. C'est cette « Histoire - Monde » en train de se  
20 faire, qui est le point de départ pour repenser une alternative.

### 21 **Face à la montée des barbaries, la solidarité et l'émancipation des peuples**

22 Mais nous vivons aujourd'hui dans un monde de plus en plus violent. Face au risque  
23 nouveau de nouvelles guerres généralisées et pour porter l'exigence de paix, la  
24 solidarité entre les peuples est un enjeu essentiel. Après la fin de la guerre froide et  
25 la vague de mondialisation du néo-libéralisme financier, une instabilité chronique  
26 s'installe et les rapports entre puissances anciennes et nouvelles se modifient  
27 profondément. Les États-Unis restent aujourd'hui la première puissance économique  
28 et militaire, mais leur domination est de plus en plus fragilisée et contestée. De  
29 nouvelles puissances veulent s'affirmer et étendre leur influence. Les pays  
30 « émergents » les plus avancés, notamment l'ensemble BRICS, tentent de créer  
31 leurs propres collaborations et instruments financiers communs, et jouent à leur tour  
32 un rôle de puissance économique qui disputent aux anciennes puissances  
33 impérialistes ou coloniales les régions qu'elles contrôlaient précédemment. Les  
34 bouleversements économiques et géopolitiques ravivent de nouvelles zones de  
35 conflits potentiels : Face à l'expansion de l'Otan, la Russie a engagé deux  
36 interventions militaires en Géorgie en 2008, et en Ukraine en 2013 pour imposer son  
37 influence. La Chine, qui dispute aux Etats-Unis la place de première puissance  
38 économique mondiale, est engagée dans une véritable expansion militaire en Mer de  
39 Chine. Ces conflits potentiels font peser de graves conséquences sur les peuples.  
40 Au Moyen Orient, une crise d'une ampleur inédite conjugue trois phénomènes

41 majeurs : les conséquences de l'occupation de l'Irak par les États-Unis, le massacre  
42 du peuple syrien qui s'était soulevé contre le régime de Bachar el Assad fortement  
43 soutenu par la Russie et l'Iran, les rivalités croissantes entre les puissances  
44 régionales en particulier l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Iran. La Palestine reste  
45 isolée dans la guerre sans fin que mène l'Etat d'Israël, danger permanent pour la  
46 paix dans tout le Proche orient. L'État français, notamment sous Sarkozy et  
47 Hollande, s'est engagé dans un redéploiement militaire qui s'est traduit par le  
48 renforcement d'alliances avec des régimes dictatoriaux (Arabie Saoudite, Égypte,  
49 Tchad...) et d'interventions armées unilatérales en Afrique, avec un redéploiement  
50 de force militaires permanentes, visant à contrer le déclin de son influence  
51 économique sur ce continent, et sans respect de la souveraineté des peuples.

## 52 **Pour une politique de paix, de désarmement, de justice sociale**

53 Au quatre coins du monde, une nouvelle course aux armements est engagée. Les  
54 dépenses militaires mondiales ont doublé en 12 ans. La France reste dans le peloton  
55 de tête, l'exportation d'armes fait office de politique étrangère, et ce commerce, le  
56 plus souvent auprès de régimes et de puissances peu recommandables, ne peut  
57 qu'accentuer les dangers de conflits. Définir la perspective d'un nouvel ordre mondial  
58 différent de paix et de sécurité se fait sentir de plus en plus fortement dans les crises  
59 multiples et les tragédies d'aujourd'hui. Et comme les armes nucléaires sont un  
60 danger pour la civilisation, leur interdiction et élimination (comme les autres armes de  
61 destruction massive, chimiques, biologiques) doit être l'objectif d'une action  
62 internationale de long terme. Comme puissance nucléaire, la France peut donner  
63 une impulsion en renonçant à sa bombe, en défendant l'objectif d'un traité  
64 international d'interdiction, en développant une politique active de résolution des  
65 conflits.

66 Une des conséquences majeures de la mondialisation financière est une crise de  
67 gouvernabilité et un recul de la démocratie, les institutions élues et le rôle des États  
68 sont de plus en plus dessaisis des pouvoirs de décisions ; les multinationales ont de  
69 moins en moins de liens avec leur pays d'origine, la financiarisation prend le pas sur  
70 la consolidations de processus de production, les traités internationaux de libre-  
71 échange, traités européens, Organisation Mondiale du Commerce, etc...imposent  
72 leur logique de déréglementation et réduisent les possibilités d'action des états, et  
73 donc des choix démocratique sur les politique à mener. L'exigence de démocratie  
74 gagne une dimension nouvelle et se mêle aux exigences des résistances sociales  
75 qui se développent. Mais en même temps cette déstabilisation provoquée par la  
76 mondialisation capitaliste, avec ses dénis de démocratie et de justice sociale, nourrit  
77 aussi l'autre bord, celui d'une montée des extrêmes droites, des droites radicalisées,  
78 des fondamentalismes, religieux ou pas. En Europe, la crise et l'austérité, la réaction  
79 contre l'accueil des migrants, l'idéologie sécuritaire suite aux attentats terroristes,  
80 provoque une montée des extrêmes droites xénophobes et « anti-solidaires ». C'est  
81 l'objet d'un combat idéologique essentiel, entre ces droites extrêmes et les gauches

82 solidaires et populaires, pour rendre hégémoniques dans les sociétés les principes  
83 d'égalité, de justice, d'internationalisme, de paix, et empêcher les idéologies de repli  
84 xénophobe et nationaliste, « anti-solidaires », toutes ces idées de division des  
85 peuples qui amènent aux conflits et aux guerres.

86 Les peuples sont désormais confrontés à des acteurs nouveaux (État Islamique, Al  
87 Qaeda, AQMI, Boko Haram...), produits des guerres prolongées et de la destruction  
88 des sociétés, qui portent un projet politique réactionnaire en instrumentalisant l'Islam.  
89 Ces différents groupes qui ont chacun des particularités issues de contextes,  
90 sociaux, politiques, singuliers, constituent une forme de réponse réactionnaire à la  
91 mondialisation capitaliste, aux dominations impérialistes, et aux régimes politiques  
92 dictatoriaux. Ils s'attaquent à toute forme de pluralisme, et en tout premier lieu aux  
93 musulmans jugés hérétiques, à la démocratie, à l'égalité des droits, aux mouvements  
94 sociaux, aux droits des femmes. Ils constituent des ennemis des peuples que nous  
95 combattons. Ils sont aussi des acteurs de la contre-révolution menée contre les  
96 soulèvements populaires du « printemps arabe ». Mais les interventions répressives  
97 aveugles des États renforcent l'audience de ces groupes. Les interventions militaires  
98 occidentales, qui s'inscrivent dans un « traitement militaire du terrorisme », sans  
99 solutions politiques ni espoir de remédier aux désordres du monde à la racine des  
100 violences, ne peuvent permettre de les vaincre. C'est vrai de l'intervention  
101 occidentale en Syrie, comme du soutien apporté par la Russie et l'Iran à la dictature  
102 d'El Assad, qui poursuit ses actions criminelles contre son peuple, détruisant les  
103 droits humains et toute solution politique respectant la souveraineté populaire.

#### 104 **La crise n'est pas finie : en finir avec l'austérité en Europe**

105 Les guerres ne sont pas le seul danger qui menace l'Humanité. La crise économique  
106 systémique qui a éclaté en 2007 menace à nouveau. Les politiques d'austérité et les  
107 interventions des Banques Centrales qui ont inondé les marchés de liquidité pour  
108 juguler la crise, peuvent susciter de nouveaux chocs économiques et financiers dans  
109 les prochains mois, en particulier en Chine. L'Union Européenne est particulièrement  
110 fragilisée. L'hétérogénéité des économies nationales qui la composent n'a cessé de  
111 s'accroître. Les politiques d'austérité mise en œuvre depuis 2010, ont défilé les  
112 droits sociaux, augmenté le chômage et la précarité. La politique menée à l'encontre  
113 de l'expérience grecque a manifesté de manière éclatante la brutalité, le mépris de  
114 la démocratie et de la souveraineté populaire dont les classes dirigeantes  
115 européennes sont capables.

116 La crise économique se conjugue avec une crise profonde du projet européen. Les  
117 dirigeants européens se divisent sur les choix économiques et financiers à opérer,  
118 évoquent la possibilité d'une « Europe à deux vitesses ». Le spectre d'une  
119 dislocation revient, les tentations nationalistes peuvent pousser les peuples les uns  
120 contre les autres. La question de l'accueil des migrants en provenance d'Afrique et  
121 du Moyen Orient a accentué les tensions entre gouvernements et renforcé les  
122 égoïsmes nationaux. Le refus de la France de permettre un large accueil, alors que

123 de nombreux pays du Sud, comme le Liban, la Tunisie, la Turquie accueillent  
124 plusieurs millions de réfugiés, est un scandale qui doit être dénoncé. L'organisation  
125 du référendum en Grande Bretagne sur le maintien du pays dans l'Union  
126 Européenne peut ouvrir une nouvelle crise majeure. Entre la « cage de fer » de  
127 l'austérité imposée par les institutions européennes et les replis nationaux défendus  
128 par les droits et l'extrême droite, il est essentiel de mettre en avant les intérêts  
129 communs des peuples d'Europe.

130 La clé réside dans l'intervention directe des peuples. En janvier 2015, l'élection de  
131 Syriza en Grèce avait soulevé un immense espoir. Mais resté isolé, soumis à un  
132 diktat sans précédent des autres gouvernements européens et de la BCE, incapable  
133 de faire prévoir une alternative, le gouvernement Syriza se retrouve à mettre en  
134 œuvre les politiques d'austérité qu'il avait combattues. C'est un recul pour l'ensemble  
135 des peuples d'Europe. Mais le bras de fer n'est pas terminé. La constitution d'un  
136 gouvernement soutenu par toutes les gauches au Portugal prenant des mesures de  
137 soulagement du poids des politiques austéritaires, l'émergence de Jeremy Corbin en  
138 Grande Bretagne et la progression de Podemos en Espagne montrent la force du  
139 refus de l'austérité. Aujourd'hui, toute expérience gouvernementale antilibérale se  
140 trouve confrontée à la question de l'euro et au chantage exercé par la BCE et par  
141 l'oligarchie européenne pour la soumettre. Dans cette bataille, les peuples peuvent  
142 être amenés à faire des choix différents. En tout état de cause nous nous opposons  
143 à toute exclusion de la zone euro opérée par les institutions qui viserait à condamner  
144 toute alternative. En France, nous défendons la perspective d'une rupture avec les  
145 institutions européennes et d'une refondation de l'Europe qui s'oppose à la  
146 domination de la finance. Pour mettre en œuvre une politique de rupture avec  
147 l'austérité en France, nous ne faisons pas de la sortie de l'euro un préalable, mais  
148 nous ne pouvons exclure que le refus des institutions européennes, enfermées dans  
149 leur dogmes, de tolérer la concrétisation de cette expérience en France ne provoque  
150 une dislocation de la zone euro. Dans ce cadre, nous visons à engager une  
151 confrontation à l'échelle européenne pour poser les bases d'une autre Europe au  
152 service des peuples. Nous défendons également la nécessité d'une politique  
153 européenne permettant un accueil massif des réfugiés et l'arrêt des traitements  
154 inhumains à leur rencontre.

### 155 **Pas d'avenir sans planète vivable**

156 La question écologique est aujourd'hui un défi pour l'avenir de l'humanité. C'est un  
157 levier puissant de la prise de conscience d'un monde commun et des intérêts  
158 convergents des peuples. Les mobilisations pour la COP 21 en décembre 2015 ont  
159 témoigné du foisonnement de ce mouvement multiforme qui se construit à l'échelle  
160 internationale. Si, en France, suite aux attentats du 13 novembre et à la mise en  
161 place de l'état d'urgence, les manifestations n'ont pas été aussi importantes  
162 qu'envisagées, ce sont des dizaines de marches citoyennes, d'actions militantes qui  
163 ont eu lieu sur toute la planète. C'est un mouvement profond qui s'enracine

164 progressivement depuis plusieurs années en liant les luttes locales et les enjeux  
165 globaux. Le lien entre la défense de l'environnement et la préservation des intérêts  
166 des peuples progresse à travers l'exigence de « justice climatique » et la remise en  
167 cause de la course au profit, du productivisme et du consumérisme.

168 Les prochaines années seront une période cruciale de la bataille écologique, alors  
169 que les émissions de gaz à effet de serre ne cessent de progresser. Les  
170 gouvernements libéraux, croyant sécuriser leurs besoins en énergie, se sont lancés  
171 dans une fuite en avant extractiviste en exploitant massivement les gaz et pétroles  
172 de schistes, notamment aux États-Unis. Les Grands Projets Inutiles et Imposés,  
173 destinés à satisfaire des intérêts financiers se multiplient dans le monde entier au  
174 détriment des besoins sociaux et environnementaux. Les déclarations non  
175 contraignantes des États, faites à la COP 21, en terme de réduction de gaz à effet de  
176 serre, engagent le réchauffement climatique sur une trajectoire de +3°.

177 Dans les mobilisations pour la justice climatique et dans les luttes environnementales  
178 émerge une nouvelle génération militante. Cette question traverse aussi les  
179 organisations du mouvement social et du mouvement ouvrier qui s'approprient ces  
180 questions. En France, la lutte pour la sortie du nucléaire, alors que l'entreprise Areva  
181 connaît une crise majeure, contre l'exploitation des gaz de schistes, dans laquelle  
182 les multinationales françaises sont particulièrement investies à l'échelle  
183 internationales, et contre les Grands Projets Inutiles, sont des enjeux majeurs. La  
184 préparation des prochains Forums Sociaux Mondiaux, notamment en août 2016 au  
185 Canada sera également un moment important de développement et de convergence  
186 des mobilisations.

### 187 **Refuser la logique de puissance, construire un monde commun**

188 Depuis plus de 50 ans, les classes dirigeantes françaises ont engagé le pays dans  
189 un développement insoutenable, qui n'est pas en mesure de relever les défis globaux  
190 qui sont posés aujourd'hui. Incapable de nouer des relations solidaires et égalitaires,  
191 l'État français est resté dans une logique néocoloniale vis-à-vis des autres peuples  
192 du monde. Poursuivant l'illusion d'une croissance sans fin, c'est le productivisme et  
193 le consumérisme qui dominant au détriment des besoins sociaux et  
194 environnementaux. Aujourd'hui le débat public est dominé par les lamentations sur le  
195 « déclin de la France » et l'exaltation du retour d'une « France puissante et  
196 conquérante » sans se rendre compte que les termes de ce débat sont dépassés.

197 Nous nous situons en rupture avec une telle vision de la place de la société française  
198 dans le monde qui nous mène dans une logique de prédation des ressources  
199 naturelles, de domination des peuples au détriment de leur souveraineté. Une  
200 véritable politique de gauche à l'échelle internationale ne peut se construire qu'en  
201 donnant la priorité à la solidarité entre les peuples, en étant au service des  
202 aspirations pour la justice, l'égalité et la démocratie, en défendant les Biens

203 Communs. C'est la condition pour pouvoir, à l'échelle européenne, comme à l'échelle  
204 internationale, contribuer utilement à l'avenir commun des peuples.

205 Ensemble guidera sa politique internationaliste autour de quelques principes :

206 - Nous défendons une politique, en Europe et en France, d'accueil de ceux qui  
207 fuient les guerres, les dictatures et les misères,

208 - Nous défendons une politique basée sur le droit à l'autodétermination des  
209 peuples victimes d'oppressions néocoloniales, d'exploitation impérialiste, de  
210 destruction de l'environnement par le pillage des ressources naturelles.

211 - Une politique solidaire entre les peuples ne peut tergiverser face aux raisons  
212 d'Etat et aux politiques de grande puissance, à commencer par celles de l'Etat  
213 français.

214 - Nous défendons une politique de paix et de désarmement, contre la  
215 militarisation, pour la reconversion des industries d'armement qui alimentent  
216 les ventes d'arme et les guerres, pour l'interdiction des armes nucléaires et  
217 une politique de désarmement unilatéral de la France.

218 - Nous agissons pour la dissolution des pactes militaires issus de la guerre  
219 froide et pour le retrait de la France de l'OTAN, pour une autre architecture  
220 des relations internationales et une transformation d'une ONU où chaque  
221 pays compte pour un, où les grandes puissances ne prévalent pas, et qui soit  
222 un cadre de coopération et de sécurité collective, de résolution politique des  
223 conflits au lieu des guerres.

224 - Nous agissons contre les logiques libérales des multinationales, du FMI, de la  
225 Banque Mondiale, qui provoquent les inégalités sociales, écologiques,  
226 démocratiques, à l'origine de bien des conflits.

227 - Nous agissons pour que cesse la politique de domination de la France vis-à-  
228 vis de l'Afrique et cesse la présence militaire permanente des troupes  
229 stationnées sur ce continent.

230 - Nous agissons pour la reconnaissance des droits des Palestiniens

231 - Nous soutenons la lutte du peuple syrien contre Daesh et contre Bachar El  
232 Assad et les revendications du peuple kurde, pour qu'ils décident par eux-  
233 même de leur propre avenir et ne soient livrés aux intérêts des diverses  
234 puissance étrangères qui y interviennent.

235 - Nous agissons en solidarité avec les mouvements sociaux, écologistes,  
236 démocratiques, les révolutions,

237 - Cette dimension internationaliste permanente se concrétise dans  
238 l'engagement altermondialiste et la participation active aux forums sociaux  
239 (locaux, continentaux, mondiaux).

240 C'est dans ces processus que se construisent non seulement les solidarités mais  
241 aussi les croisements des luttes et des contestations multiformes du capitalisme  
242 mondialisé, et c'est dans ces processus que se dessineront les pistes d'un projet  
243 alternatif de société.

244